

04/07/2001.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

D.R.I.R.E.

D.R.I.R.E.  
Région Lorraine

*H*

Arrêté n°2001- 1459

10 JUL. 2001

Subdivision de BAR-LE-DUC *BCM*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE IMPOSANT A LA  
SOCIETE ALBRIGHT ET WILSON D'EFFECTUER DES  
AMENAGEMENTS DE SECURITE**

Le PRÉFET de la MEUSE,

VU le Code de l'Environnement et notamment le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V,

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application de la Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement),

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-1047 du 9 juin 2000,

VU les études relatives aux articles 25-8-1, 25-8-2 et 33-1 de l'arrêté préfectoral n°2000-1047 susvisé concernant l'aménagement du parc PP de liquides inflammables et l'atelier NIRO,

VU les plans et documents joints à ces études,

VU le rapport du 13 mars 2001 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

VU l'avis favorable du 23 mai 2001 du Conseil Départemental d'Hygiène,

Considérant que les mesures de protection du stockage de liquides inflammables et de la fabrication de l'atelier NIRO doivent être renforcées,

CONSIDERANT que les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement susvisé peuvent être protégés par la stricte application des dispositions du présent arrêté,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

**A R R Ê T E**



## TITRE I

### Dispositions Générales

**Article 1.** Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2000-1047 du 9 juin 2000 susvisé sont modifiées et renforcées comme suit.

**Article 2.** Le tableau de classement des activités de l'article 3 de l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau suivant :

« Les activités répertoriées dans la nomenclature des Installations Classées sont les suivantes:

N° de la nomenclature	Installations et activités classées	classe	Eléments caractéristiques
1131.2.a	Emploi ou stockage de substance et préparations toxiques en quantité supérieure à 200 tonnes	Autorisation (S)	Stockage de benzène, phénol, oléum, formol : ~ 250 tonnes
1157.2	Emploi ou stockage de trioxyde de soufre de plus de 75 t	Autorisation	1 réservoir de 56 t
1171.1.b	Fabrication de substances dangereuses pour l'environnement très toxiques pour les organismes aquatiques Quantité inférieure à 500 t	Autorisation	Fabrication d'Empilan ~400t
1171.2.b	Fabrication de substances dangereuses pour l'environnement toxiques pour les organismes aquatiques Quantité inférieure à 2000 t	Autorisation	Fabrication de Nansa ~500t
1172.2	Stockage ou emploi de substances dangereuses pour l'environnement telles que définies à la rubrique 1000 et en quantité supérieure à 200t et inférieure à 500 t	Autorisation	Stockage d'Empilan de ~400 t
1419.2	Stockage ou emploi d'oxyde d'éthylène en quantité supérieure à 5 t	Autorisation	Deux réservoirs d'un total de 47 t
1432.2.a	Dépôt de liquides inflammables de capacité équivalente totale supérieure à 100 m <sup>3</sup>	Autorisation	Capacité totale équivalente de 900 m <sup>3</sup>
1433.2.a	Installation de mélange ou emploi de liquides inflammables, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 10 t	Autorisation	100 t équivalent de liquides inflammables présents dans les ateliers d'éthoxylation et PP.
1434.1 1434.2	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables et desservant un dépôt soumis à autorisation	Autorisation	7 installations de chargement/déchargement
1612.2	Emploi ou stockage d'oléum d'une capacité supérieure à 50 t mais inférieure à 500 t	Autorisation	Trois réservoirs d'oléum d'un total de 150 tonnes
2630.a	Fabrication industrielle de détergents et savons d'une capacité supérieure à 5 t/jour	Autorisation	Fabrication de 100 000 t/an, soit environ 300 t/jour
2920.2.a	Installation de compression ou réfrigération de puissance supérieure à 500 kW	Autorisation	Compresseurs d'air: 130 kW Groupe refroidissement (R22) : 42 kW Groupe refroidissement (R134A) : 320 kW
1173.3	Stockage ou emploi de substances dangereuses pour l'environnement telles que définies à la rubrique 1000 en quantité supérieure à 200 t et inférieure à 500 t	Déclaration	Cumène et Nansa d'un total de 450 t
1180.1	Utilisation de transformateurs contenant des PCB	Déclaration	Deux transformateurs d'un total de 960 kg de diélectriques
1510.2	Entrepôts couverts contenant plus de 500 t de combustibles d'un volume supérieur à 5000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50000 m <sup>3</sup>	Déclaration	Entrepôt "Niro" contenant environ 1400 t dans 15000 m <sup>3</sup>
1611.2	Emploi ou stockage d'acides en quantité supérieure à 50 t mais inférieure à 250 t	Déclaration	Quantité totale: ~220 tonnes
1630.2	Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique en quantité supérieure à 100 t mais inférieure à 250 t	Déclaration	140 t de soude 15 t de potasse
2910.a.2	Installation de combustion d'une capacité supérieure à 2MW et inférieure à 20 MW	Déclaration	Trois chaudières gaz naturel ~19 MW

»

### **Article 3. Protection du parc de liquides inflammables PP**

La protection du parc de liquides inflammables et des bâtiments voisins est assurée par des systèmes de brumisation de fines particules d'eau selon les modalités suivantes :

- ⇒ Des écrans de brumisation sont installés sur les façades des bâtiments susceptibles d'être affectés par le flux thermique d'un éventuel incendie du parc de stockage PP. Au moins tous les bâtiments situés dans un rayon de 30 mètres sont protégés.
- ⇒ Un réseau de brumisation est disposé sur le parc de stockage et sur les aires de dépotage. Tout le réseau de brumisation est doublé et maintenu hors gel en permanence.



- ⇒ Un des deux réseaux de brumisation est conçu de tel sorte à pouvoir générer de la mousse bas foisonnement sur intervention manuelle du personnel ;
- ⇒ 9 lances à mousse bas foisonnement sont installées autour de la zone de stockage pour permettre de noyer les cuvettes de rétention. Chaque lance doit avoir un débit de 205 litres par minutes minimum et produire au moins 130 m<sup>3</sup>/h.  $= 2,3 \text{ m}^3/\text{h} \times 9 = 20,7$

L'ensemble des dispositifs de protection contre un incendie est maintenu vide et sec, hors période d'utilisation.

Le débit d'eau nécessaire au fonctionnement de ces installations est supérieur à 230 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 5,5 bars minimum. L'alimentation électrique de ces équipements doit être opérationnelle en toutes circonstances. Une réserve de mousse de 3 000 litres est disponible en permanence sur le site en conditionnement permettant une intervention rapide. La production de mousse est au minimum de 130 m<sup>3</sup>/h.

L'ensemble du poste de commande des départs vers les réseaux mousse et brumisation, la réserve de mousse et le proportionneur sont installés dans un local incendie situé hors des zones à risque définies par l'exploitant.

Un planning détaillé des travaux est remis à l'Inspecteur des Installations Classées **sous 3 mois**. Ces équipements sont installés pour le **1<sup>er</sup> juillet 2002**.

*pour le début octobre 2001.*

#### Article 4.      **Atelier NIRO**

L'exploitant remet à l'Inspecteur des Installations Classées un avant-projet détaillé **sous 3 mois** pour l'aménagement de l'atelier NIRO conformément aux conclusions de l'étude remise le 20 novembre 2000 pour le respect de l'article 33-1 de l'arrêté préfectoral n°2000-1047 susvisé.

L'aménagement sécurité de cet atelier est réalisé pour le **1<sup>er</sup> juillet 2002**.

#### Article 5.      **Aménagement du stockage de SO<sub>3</sub>**

Une cuve de stockage de 30 m<sup>3</sup> est créée à côté de celle de 50 m<sup>3</sup> existante qui devient une cuve de secours. Deux vannes automatiques et commandables à distance permettent de vidanger par gravité le contenu de la 30 m<sup>3</sup> dans la 50 m<sup>3</sup>.

Ces cuves sont sur rétention, pouvant récupérer 100 % du produit stocké, conformément à l'article 21.3 de l'arrêté préfectoral n°2000-1047. Les prescriptions de l'article 31 de l'arrêté préfectoral susvisé sont également applicables.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la cuve de 50 m<sup>3</sup> reste vide et disponible en permanence et qu'elle ne contienne aucun produit ou substance susceptible d'engendrer sa ruine et de causer des dommages aux biens ou aux personnes.

#### Article 6.      **En vue de l'information des tiers**

- 6.1.) Une copie de cet arrêté complémentaire est déposée à la mairie de HAN-SUR-MEUSE et peut y être consultée.
- 6.2.) Un extrait de ces arrêtés, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de HAN-SUR-MEUSE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.
- 6.3.) Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.





Article 7. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8. La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n°38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 9. Le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEUSE,  
Le Maire de HAN-SUR-MEUSE,  
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,  
Le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Économiques de  
Défense et de la Protection Civile,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société Albright & Wilson,

et dont une copie sera adressée au Sous Préfet de COMMERCY et à l'Inspecteur  
des Installations Classées.

BAR LE DUC, le 4 juillet 2001  
Le PRÉFET



Bernard FITOUSSI

Pour ampliation  
Le chef de bureau délégué

Marie-José GAND

